

Espagne : la politique migratoire de Pedro Sánchez, un juste rebours des choses

Par le biais d'un décret-loi attendu pour mi-novembre, Madrid entend pousser l'intégration par le travail des 6,5 millions de sans-papiers qui résident sur son territoire. La droite, alignée sur le modèle anti-immigration italien, ne trouve pourtant rien à y redire, tant le pays a besoin de main-d'œuvre.

par [François Musseau](#), correspondant à Madrid publié le 22 octobre 2024 à 21h04

Le [gouvernement Pedro Sánchez aime aller à rebrousse-poil](#). Après avoir [reconnu l'Etat palestinien](#), multiplié les mesures sociales – de [la hausse du salaire minimum à une réforme du marché du travail permettant de réduire la précarité](#) –, il se démarque désormais sur l'approche vis-à-vis de l'immigration. Alors que nombre d'Etats membres de l'Union européenne s'efforcent de mettre des bâtons dans les roues aux étrangers, voire de préconiser [la création de centres de rétention dans des pays tiers](#), Madrid entend favoriser l'intégration par le travail des 6,5 millions d'étrangers qui résident sur son territoire. En juillet, l'exécutif de gauche avait déjà avancé l'idée d'un nouveau dispositif réglementaire qui facilite les démarches pour l'obtention de permis de résidence et de travail.

Selon le quotidien *El País*, qui en révélait lundi 21 octobre le contenu essentiel, cette refonte est imminente et devrait passer en Conseil des ministres à la mi-novembre comme un décret-loi, équivalent espagnol du 49.3 et qui ne nécessite pas l'approbation des parlementaires. Les délais pour obtenir les permis susnommés seront plus brefs, leur durée sera plus longue et maints obstacles seront éliminés pour l'entrée des immigrés sur le marché du travail. L'homologation des diplômes obtenus dans le pays d'origine sera également facilitée sur le plan administratif. Tout étranger en situation irrégulière pourra opter pour un permis de résidence et de travail deux ans après son arrivée en Espagne, au lieu des trois ans requis actuellement.

Ce décret-loi introduit par ailleurs la notion d'«*enracinement de la deuxième chance*», autrement dit la possibilité pour un demandeur ayant essuyé un refus par le passé de demander une nouvelle fois l'asile sans être lésé pour autant. Si dans plusieurs pays européens les déboutés du droit d'asile sont montrés du doigt, le nouveau règlement permettra à ces derniers de réclamer un droit de résidence après seulement six mois passés sur le territoire espagnol. Seul bémol : celui émis par le ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, qui a constaté «*l'instrumentalisation du droit d'asile*» de la part d'«*immigrés économiques*» cherchant à être régularisés par ce biais.

Des raisons d'ordre économique

En outre, la réforme entend récompenser le fait de suivre des études. Seront ainsi encouragés les immigrés en situation irrégulière ayant pu suivre des cours ou une formation en Espagne. Il leur sera dorénavant autorisé de travailler légalement 30

heures hebdomadaires de manière automatique, alors que depuis 2022 – année où cela est devenu possible –, ce parcours est semé d'embûches. Même coup de pouce pour les étudiants étrangers, qui bénéficieront du passage direct du droit de résidence lié à des études à l'obtention d'un permis de travail, à la condition toutefois que ce même travail corresponde au secteur d'études en question.

En parallèle, par le biais d'une initiative législative populaire (pétition signée par au moins 500 000 personnes permettant qu'une proposition de loi citoyenne soit proposée à la discussion au Parlement) que toutes les formations parlementaires ont approuvée – hormis la formation d'extrême droite Vox –, près d'un demi-million d'étrangers sans papiers devraient être bientôt légalisés à la faveur d'une *«régularisation extraordinaire»*. Une décision qui rappelle plusieurs mesures similaires du début des années 2000, comme en 2004, lorsque le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero, malgré les cris scandalisés de la droite, avait régularisé plus de 500 000 sans-papiers d'un seul tenant.

Les raisons de ces facilités réglementaires sont avant tout d'ordre économique. Malgré un chômage des jeunes très élevé (26,6 %) et une dette publique préoccupante (105,3 % du PIB), le pays s'en tire mieux que ses partenaires européens avec une croissance qui devrait atteindre 2,8 % cette année selon la Banque d'Espagne, contre 0,8 % pour l'ensemble de la zone euro. Or, constatant le vieillissement accéléré du pays, le gouvernement de Pedro Sánchez est convaincu que l'intégration des étrangers dans le marché du travail légal est cruciale pour maintenir la dynamique. Dans la lignée d'un plan d'ajustement budgétaire présenté le 15 octobre à Bruxelles, le ministre de l'Economie, Carlos Cuerdo, prévoit que ces mesures favoriseront la création de 1,5 million d'emplois supplémentaires d'ici 2026, ce qui permettrait de battre un record de postes occupés avec un total cumulé de 23 millions d'actifs.

Troisième volet, indépendant des deux premières mesures : l'exécutif entend réformer la réglementation sur l'immigration afin de faciliter la répartition dans les 17 régions des migrants arrivés par la mer. Entre janvier et mi-septembre, 33 481 personnes ont débarqué, [essentiellement par le biais de l'archipel des Canaries](#), selon [des chiffres](#) du ministère espagnol de l'Intérieur. Mais cette réforme est battue en brèche par l'opposition de droite, qui refuse la répartition de ces migrants, particulièrement les mineurs non accompagnés, et estime que c'est le pouvoir central qui doit prendre en charge ces afflux supplémentaires et non les régions, comme le stipule la loi.

«C'est une demande du patronat»

Conscient de la fragilité du gouvernement Sánchez et désireux de ne pas perdre de voix sur sa droite au profit de Vox, [le leader conservateur Alberto Núñez Feijóo](#) (Parti populaire) multiplie les attaques contre la *«politique immigrationniste»* et *«irresponsable»* de son rival. Certes, il ne s'oppose pas à la régularisation massive en cours. *«Tout simplement parce que c'est une demande du patronat qui a besoin de main-d'œuvre»*, souligne le politologue Pablo Simón. Mais sur le plan politique, le chef de file de la droite s'est aligné sur les exécutifs européens anti-immigration. Fin

septembre, il s'est rendu en Italie pour applaudir la politique migratoire mise en place par Giorgia Meloni, notamment [le projet de transfert de demandeurs d'asile vers des centres de rétention en Albanie](#) – une décision invalidée par la justice italienne le 18 octobre –, en précisant que s'il parvenait au pouvoir, il recourrait aux mêmes méthodes.

S'alignant sur Vox, Alberto Núñez Feijóo n'hésite plus à lier de façon mécanique immigration et insécurité, dans un pays où la criminalité est relativement contrôlée. Celle-ci, en hausse de 3 % au premier semestre de 2024, se développe dans des régions comme la Catalogne et est principalement due à la cyberdélinquance. *«Nous voulons agir fermement car les Espagnols ont le droit de sortir dans la rue sans peur»*, déclare-t-il. L'offensive médiatique du Parti populaire semble porter ses fruits.

A la mi-septembre, [un sondage](#) du Centre de recherches sociologiques indiquait que, pour la première fois depuis 2007, l'immigration était la première préoccupation des Espagnols (30,4 %). Cependant, lorsqu'il est demandé aux mêmes personnes ce qui les affecte le plus dans leur vie quotidienne, le sujet redescend en cinquième position, derrière le pouvoir d'achat, le système de santé, la qualité de l'emploi et le logement. *«Selon moi, c'est la preuve que c'est une angoisse provoquée par le bombardement d'images d'Africains arrivant aux Canaries, décrypte Iñigo Saenz de Ugarte, journaliste et directeur adjoint d'[Eldiario.es](#). Et relayée cyniquement par les réseaux sociaux, la droite et sa nébuleuse médiatique.»*